

CIBLE

Régression

Le nationalisme ethnolinguistique est en tous lieux une régression, parfois meurtrière. La Belgique reste en paix, mais l'extrémisme flamand incite à des comportements fanatiques qui se sont récemment manifestés à Bruxelles.

A la suite de plaintes d'usagers et de parlementaires, la société en charge du métro (STIB) a décidé de renoncer à la diffusion de chansons françaises et néerlandaises : le bilinguisme oblige à une stricte égalité, or les chanteurs néerlandophones ne sont pas assez nombreux.

Résultat : c'est la musique anglophone qui prédomine, - 70 % des chansons diffusées - les Espagnols et les Italiens se partageant le reste. Le STIB précise toutefois que les artistes francophones pourront être diffusés si leurs chansons sont interprétées en anglais !

Brassens en anglais ? Le grand Georges en aurait fait une chanson...

Jacques Brel, francophone de Flandre, censuré dans les sous-sols de sa ville natale ? On veut interdire les chansons en français, on exclut un poète de renommée universelle.

COLÈRE

Nous sommes tous des indignés

Belgique

**Dangereux
démons**

p. 6-7

Idées

**Démocratie
et écologie**

p. 9

Le constat du général Desportes

Le 11 mai à l'IRIS ⁽¹⁾, le général Desportes ⁽²⁾ a donné une conférence sur « Les enseignements stratégiques et militaires du conflit afghan ». Les conclusions, chaleureusement applaudies par l'assistance, sont d'une extrême sévérité.

Auteur d'ouvrages de référence sur les questions stratégiques, le général Desportes a énoncé « plusieurs idées » littéralement frappantes :

1/ La guerre a sa vie propre : en novembre 2001, la coalition a pris Kaboul et dispersé Al-Qaïda. Deux mille militaires occidentaux sont au sol. Dix ans plus tard, ils sont presque 150 000 à la suite d'une succession de décisions politiques qui ont changé les buts d'une guerre qui n'est toujours pas finie.

2/ « Ce qui est perdu d'entrée est difficile à rattraper » : or les Américains ont commencé par renforcer les seigneurs de la guerre tadjiks au détriment de l'État central, ce qui a éloigné les Pachtoune ; puis ils ont pris la direction des opérations et se sont aliéné la population.

3/ « si le centre de gravité de l'adversaire se situe au-delà des limites politiques que l'on s'est fixé, il est inutile de faire la guerre car il ne sera pas possible de la gagner ». Comme le centre de gravité des talibans se trouve dans les zones tribales pakistanaïses, la guerre est perdue.

4/ « C'est avec son adversaire que l'on fait la paix. Selon le bon esprit de la guerre froide qui n'a pas fini de nous faire du mal, la conférence de Bonn en décembre 2001 a été non pas la conférence d'une réconciliation, mais la conférence des vainqueurs. Elle a de fait projeté les talibans, donc les Pachtoune, dans l'insurrection. Dix ans après, nous n'en sommes pas sortis ».

5/ Même sur le territoire afghan, la guerre ne peut être gagnée : pour mater une insurrection, il faut au moins 20 personnels de sécurité pour

1 000 habitants. En Afghanistan, il faudrait au moins doubler les effectifs engagés pour avoir une chance.

Après avoir une fois encore souligné qu'il s'agit d'une « guerre américaine » où « les calendriers et les stratégies sont dictés davantage par les préoccupations de politique intérieure américaine que par le dialogue avec les coalisés », le général Desportes livre une dernière observation, cinglante : « L'Afghanistan est une nouvelle preuve de l'échec de l'Europe. Je constate qu'il y a ou qu'il y a eu 15 pays de l'Union ayant engagé des forces militaires en Afghanistan : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Italie, Lituanie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, République Tchèque, Portugal. Avec des effectifs non négligeables puisqu'ils représentent environ 40 000 combattants, soit

un tiers de la force engagée. Or il n'y a presque pas d'Europe ou en tout cas de défense européenne en Afghanistan. On pourra toujours m'expliquer qu'historiquement l'Europe a eu du mal à s'imposer en tant que telle dans cette guerre. Certes. Mais le constat est là : l'Europe mène sa guerre la plus longue "ever", elle le fait avec des effectifs extrêmement importants et elle n'existe pas. Cela donne une résonance nouvelle aux propos du Ministre de la Défense Hervé Morin, qui affirmait fin octobre dernier : " L'Europe est devenue un protectorat des États-Unis ". Il est temps que l'Europe se reprenne en main. Merci ». (3)

Je me permets d'ajouter que les États-membres de l'Union européenne sont des nains militaires, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la France. Il est temps que la France se reprenne en main et qu'elle se donne, sans regarder à la dépense, les moyens militaires d'une politique qui doit être conçue et mise en œuvre hors de l'Otan et en toute indépendance à l'égard de Washington.

Sylvie FERNOY

(1) Institut de Relations internationales et stratégiques.

(2) Ancien commandant du Centre de doctrine et d'emploi des forces (2005-2008), ancien commandant du Collège interarmées de défense, diplômé du War Collège et ancien attaché militaire aux États-Unis.

(3) le texte intégral de la conférence se trouve sur le blog Theatrum Belli

<http://www.theatrum-belli.com/archive/2011/05/31/allocation-du-general-r-vincent-desportes-sur-l-afghanistan.html>

royaliste
BI-MENSUEL DE DIRECTION POLITIQUE BERTHOLD RECHOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Constat du général Desportes - p.3 : Restaurer la V^e République - p.4 : Indignés - Chef d'oeuvre en péril - p.5 : Troisième Intifada - p.6/7 : Dangereux démons - p.8 : Géopolitique du Pont - p.9 : Démocratie participative écologique ? - p.10 : Dans la guerre de Sécession - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Indignation, révolte, révolution.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.99.20

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. paritaire 0514 G 84801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Restaurer la V^e République

En choisissant le Plateau des Glières pour prouver son identité de patriote, le candidat Sarkozy s'est fait disciple de Gribouille.

Comme celui qui plongeait dans la mare pour tromper l'averse, le nouveau chef d'État est revenu chaque année prendre son bain de mémoire de la Résistance en croyant percevoir les derniers dividendes d'une valeur nationale en voie de péremption.

Or voilà que les Glières ont ranimé cette année contre lui la flamme d'une révolte inspirée de la Résistance. (1)

Cette fronde citoyenne se réfère moins à la lutte contre l'Occupant qu'à la rénovation politique et sociale du pays qu'elle portait en germe. En effet, à la Libération, un compromis républicain entre partis engagés dans le combat inspirait la reconstruction du pays. Ce programme, adopté dans la clandestinité par le *Conseil national de la Résistance* (CNR) a été depuis 60 ans la semence et la charte du pacte social en France, dont le démantèlement fait aujourd'hui crier d'indignation Stéphane Hessel.

Cependant, en matière constitutionnelle, le CNR n'avait rien imposé et de Gaulle a quitté la partie trop tôt pour remédier aux tares de la IV^e République, ses instabilités et ses impuissances à dire l'identité d'une nation qui, sur fond de formidable essor économique, avait à liquider son empire colonial et reprendre son rang en Europe et dans le monde.

La V^e République, que le général fit instaurer en France à son retour, s'est avérée assez équilibrée, non seulement pour accomplir ces mutations, mais pour accompagner des alternances politiques qui auraient exigé jadis des changements de régime. Quant à la dimension

monarchique ajoutée par l'élection du président au suffrage universel direct, elle concourt, quoi qu'on dise, au prestige de la République. À défaut d'être né pour ce service, un président élu du peuple bénéficie d'une **grâce d'état** qui l'aide, s'il le veut vraiment, à échapper aux factions, et à exercer sur le jeu politique l'autorité arbitrale qui ramène au souci du bien commun de la nation.

D'où vient que cette pierre d'angle soit devenue pierre d'achoppement ? En butte aux manipulations sournaises ou manifestes, la présidence a été, d'une part obligée de renoncer à la stature que lui conférerait le septennat, puis hypertrophiée en autocratie au détriment des pouvoirs parlementaires et gouvernemental.

Après l'*à-quoi-bontisme* giscard-chiracien, le *foutriquisme* sarkozien met le comble à cette dépravation. Il importe d'affirmer l'urgence d'une restauration de la V^e République en commençant par le Titre II, Art. 5 de la Constitution : « *Le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités.* »

C'est le cœur de la fonction.

Et qu'on ne prétende pas avec l'ami Jacques Nikonoff que l'élection de son titulaire au suffrage universel direct est « *une forme primitive de la politique !* » Au-delà des *pipolisations* dérisoires des personnages, le dialogue qu'un Français, se présentant seul

- aidé certes par des amis de conviction, mais seul face aux électeurs - sur des sujets essentiels au bien commun et à la survie de la nation, lui vaudra ou non la confiance de ses pairs. Libre à eux d'en juger.

Qu'on rationne la propagande, qu'on s'assure de médias diversifiés, voilà qui s'impose. Mais laissons le citoyen mesurer la différence entre les orientations de fond qu'incarne le Président et la gestion à laquelle pourvoira le Gouvernement, et qu'il exerce ensuite pleinement, sans l'insoutenable pression du clan présidentiel, son droit de choisir ses députés à la Chambre.

Dans cette **différence** réside l'une des garanties de sa liberté politique, de sa capacité même à changer d'avis entre deux scrutins, sachant qu'en État de droit, une *co-habitation* n'est pas monstrueuse mais l'effet ordinaire de l'exercice du pouvoir. Le caporalisme a fait coïncider les élections, mais dans quelle démocratie est-il écrit que tous les gouvernants doivent être clonés ou de la même clique ? Est-ce par peur de ne rencontrer jamais au pouvoir l'autre partie de la nation ? Dans la cité, tout exige que chacun **tienne compte** de l'autre...

Le président de la République est porteur de cette union nationale implicite. Rien n'autorise à accroître ni diminuer sa magistrature, ni à tolérer qu'il se présente comme l'unique héraut de la nation. Qu'il reste à sa place de fonction, lui aussi.

Comme un roi ? Oui. Qu'il fasse modestement le roi. Et ce sera bon.

Luc de GOUSTINE

(1) <http://www.cnr-resistance.fr/lobjet-du-comite-pour-une-nouvelle-resistance/>

Écho des blogs

Après l'euro, le dollar US ?

La lettre d'information (1) du Laboratoire européen d'analyse politique (LEAP) - destinée aux décideurs politiques et économiques, titre sa parution de mai : « *Alerte majeure pour le second semestre 2011 - Fusion explosive de la dislocation géopolitique et de la crise économique et financière mondiale* », et de poursuivre : « *tout espoir de reprise économique mondiale significative et durable s'est dorénavant évanoui tandis que l'endettement du pilier occidental, en particulier des États-Unis, atteint un seuil critique sans équivalent dans l'Histoire moderne.* »

Pour les analystes du LEAP « *à partir de juillet 2011, le dollar US devient ouvertement la principale menace pesant sur le reste du monde et le problème crucial des États-Unis* ». Et de conclure « *Banquiers centraux en folie, leaders mondiaux sans feuille de route, économies en danger, inflation en hausse, devises en perdition, matières premières frénétiques, endettement occidental incontrôlé, chômage au plus haut, sociétés stressées, ... pas de doute, la fusion explosive de tous ces phénomènes sera bien l'événement marquant du second semestre 2011 !* ».

Appréhendant cette situation, le site d'informations financières US *Seekingalpha* (2) n'hésitait pas à décrire fin 2010 « *Les six raisons pour lesquelles une crise du dollar est imminente* » et d'évoquer « *une situation de non-retour au cours de laquelle la monnaie pourrait s'effondrer et l'Amérique pourrait rejoindre les rangs des républiques bananières du monde.* »

Il est à remarquer que la presse française n'aborde que rarement l'examen de la situation économique et financière des États-Unis, pourtant si préoccupante. Avec l'euro en phase d'implosion, c'est probablement la peur du vide qui rend silencieux.

François ENNAT

(1) http://www.leap2020.eu/GEAB-N-55-est-disponible--Crise-systemique-globale-Confirmation-Alerte-Majeure-pour-le-second-semestre-2011-Fusion_a6506.html

(2) <http://seekingalpha.com/article/227136-6-reasons-why-a-dollar-crisis-is-imminent>

Indignés

Les partis politique, en Espagne, se sont arrêtés de penser. Mais pas le peuple. Méprisée par les grands partis et les médias, sa révolution est aussi la nôtre !

On les appelle *indignés* ou le *mouvement du 15 mai*, puisque tout a commencé ce jour-là. Les grands journaux s'interrogent. *Happening* alter-mondialiste ? Nouveau *mai 68* sans lendemain ? *Printemps arabe* sans la dictature ? Réaction à l'*islandaise* ? Le pays de la *corrida*, de Dalí, mais aussi de la monarchie constitutionnelle, est en train de nous donner une leçon.

L'Espagne est certes une péninsule, le *cul de l'Europe*, diront certains - ceux qui parlent de PIGS, au nom de l'idéologie ultra-libérale - elle n'en est pas moins un carrefour entre Méditerranée et Europe industrialisée, où toutes les influences se rencontrent. La proximité avec les révolutions arabes de Tunisie, et même du Maroc si proche, a très probablement inspiré le mouvement des indignés.

La mobilisation pacifique par le biais d'Internet peut surprendre, dans un pays que l'on croyait à jamais marqué par quarante ans de répression. Mais voilà, il semble que la coupe soit pleine. Un peu comme pour les millions de Français qui sont descendus dans la rue, l'an passé, contre la réforme des retraites. C'est en cela que le mouvement, quoi qu'il advienne, marque une nouvelle étape de la dynamique européenne. Les observateurs, sur place, notent le degré très variable de politisation des gens qui descendent dans la rue ou viennent tout simplement participer à une table ronde ou un forum de discussion, sur la place de leur ville ou de leur village.

Mais il en sort de magnifiques textes emprunts d'un grand sens des responsabilités. (1) Certains commentateurs redoutent une récupération politique par les extrêmes, et ils n'ont peut être pas tort. Au cours de la période électorale, dont sort le pays, gauche et droite se sont accusés de tentatives de manipulations. Mais le mouvement perdure.

Certes, on n'échappe pas à l'improductivité de certaines *commissions de travail*, d'expériences d'*autogestion* ou d'autres tentatives de *démocratie participative* ou de *démocratie réelle*, que l'oligarchie ne tardera pas à taxer de *populiste*. Le sérieux du mouvement, quoi qu'il en soit, est à trouver dans sa critique de la chose économique. Le Premier ministre, lui, au soir des résultats des élections municipales et régionales, le 23 mai dernier, assurait vouloir terminer normalement son mandat législatif. Rien n'est moins sûr. Droit dans ses bottes, il croit encore pouvoir mener les seules réformes qui vaillent à ses yeux, pour, a-t-il déclaré, *moderniser l'appareil productif*. Au lieu de dire que c'est le modèle européen de développement adopté depuis bientôt trente ans qu'il faut changer.

À cela, bien sûr, la droite espagnole, portée au pouvoir par une gauche incapable de se réformer ne changera rien.

David NOVARRO

■ (1) Lire le Manifeste des indignés sur ma page Facebook.
<http://www.facebook.com/#!/profile.php?id=100002410998581>

Chef d'œuvre en péril

Le soutien de l'Élysée et de Martine Aubry à la candidature de Christine Lagarde au FMI ? C'est parfaitement logique et totalement irresponsable.

Il est normal que les oligarques français et européens souhaitent que Christine Lagarde prenne la succession de Dominique Strauss-Kahn à la direction du FMI : l'actuelle ministre de l'Économie est la parfaite incarnation de l'oligarchie atlantisée.

Avocate d'affaire, la candidate a passé vingt-cinq ans au cabinet américain Baker & McKenzie dont elle présida le comité exécutif mondial de 1999 à 2004. Elle était également devenue membre du *Center for Strategic and International Studies*, où elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission *Action USA-UE-Pologne*, et de la *Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique*. Est-il besoin de préciser que la dogmatique ultra-libérale irrigue en permanence le brillant cerveau de celle qui, en 2002, fut classée cinquième femme d'affaires européenne par le *Wall Street Journal Europe* ?

À la direction du FMI, Christine Lagarde serait un fidèle relais de l'idéologie dominante et des volontés américaines. Le 17 mai dernier, alors qu'on glorifiait à Paris le rôle joué par DSK au FMI, le *Wall Street Journal* rappelait froidement ceci :

« L'élément le plus déterminant dans la politique du FMI n'a jamais été de savoir qui le dirigeait, mais où il se situait. Bien que les Européens aient toujours géré le Fonds, ses politiques ont toujours reflété les vues du gouvernement américain, qui est son actionnaire le plus important. Ainsi,

même lorsque l'Europe était beaucoup plus à gauche que ce qu'elle est aujourd'hui, le Fonds a toujours été un contrepoids politique. Ainsi, si la situation difficile de M. Strauss-Kahn est d'une grande importance pour la vie politique française, elle est de peu de conséquence pour la crise de la dette de la zone euro. »

À quoi bon promouvoir des Français s'ils font la politique américaine à Washington (Michel Camdessus naguère) et la politique allemande à Francfort - n'est-ce pas Jean-Claude Trichet ? Et à quoi bon soutenir des Français qui présentent des fragilités, au risque qu'ils soient contraints de démissionner. L'Élysée savait que DSK était victime d'une addiction sexuelle et la France est aujourd'hui ridiculisée. Christine Lagarde est impliquée dans l'affaire Tapie à un tel point que le procureur général de la Cour de cassation a recommandé le 10 mai l'ouverture d'une enquête pour abus d'autorité : « *Madame la ministre a constamment exercé ses pouvoirs ministériels pour aboutir à la solution favorable à Bernard Tapie que l'assemblée plénière de la Cour de cassation paraissait pourtant avoir compromise* » écrit-il dans son rapport.

Mais Nicolas Sarkozy s'obstine et Martine Aubry a publiquement soutenu cette douteuse candidate ultra-libérale, dans un réflexe qui en dit long sur ses véritables solidarités.

Annette DELRANCK

La troisième Intifada

Grandes manœuvres avant le rendez-vous onusien de septembre sur la proclamation de l'État palestinien, mais encore trop d'incertitudes sur le devenir du printemps arabe.

Après les discours à Washington du président Obama et du Premier ministre israélien Netanyahu, le premier devant le Département d'État, le second devant les deux Chambres du Congrès, la plus grande confusion continue de régner autour de la question israélo-palestinienne. Les données d'un règlement de paix n'ont quasiment pas changé en dépit des effets rhétoriques.

Échanges de territoires, avec retrait de quelques colonies juives, démilitarisation de l'État palestinien et contrôle de la frontière sur le Jourdain, semblent pouvoir faire l'objet d'un accord. La question de Jérusalem est toujours la clé, quitte à faire preuve de beaucoup d'imagination. Le droit au retour des réfugiés palestiniens est plus symbolique que réel. Tout ceci ne serait pas infranchissable si, comme l'a dit Netanyahu, la question était bien celle de l'État palestinien. Selon lui, l'enjeu est au contraire celui de l'acceptation de l'État juif.

Le printemps arabe n'est pas en cause. Il semble curieusement très loin de la préoccupation israélo-palestinienne, y compris en Syrie. Ce serait donc une chance, une opportunité historique. Pour la première fois peut-être, Israël n'est pas l'objet de haine dans le monde arabe. Seul l'Iran et son relais libanais, le Hezbollah

lah - qui a fait capoter la Révolution du Cèdre et continue de soutenir Assad - maintiennent ouvertement Israël dans leur ligne de mire.

L'évolution la plus notable se situe plutôt du côté des traditionnels soutiens occidentaux du gouvernement hébreu. Celui-ci a perdu beaucoup de points dans l'opinion et parmi les dirigeants depuis le retentissement du printemps arabe. Dès lors que les Arabes se convertissent à la démocratie, il n'y a rien que l'on puisse leur refuser. Aux États-Unis, Obama, soucieux de séduire à Tunis, au Caire et à Bagdad, a fait le pari que l'électorat juif - qui l'a soutenu en 2008 à 78 % - continuerait à voter pour lui en 2012 même s'il prenait le contre-pied des positions les plus dures de Jérusalem.

La France et la Grande-Bretagne se préoccupent également de restaurer leur image dans la rue arabe, Paris pour ne pas avoir cru à la Révolution du Jasmin en Tunisie, Londres pour sa participation à la guerre en Irak (le dernier contingent vient de quitter Bassorah). La guerre libyenne leur a fourni une occasion de choix de se refaire une virginité. Un soutien plus affirmé à l'État palestinien serait une seconde carte maîtresse.

Sarkozy fait planer l'incertitude sur le vote à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre

sur la proclamation de l'État palestinien. À l'inverse, Obama, qui sait jusqu'où ne pas aller avec son électorat, a déjà annoncé un veto américain. Mais si la tactique diffère, l'objectif pour tous deux est un retour des parties à la table de négociations au cours de l'été.

Israël n'a plus la cote. Une troisième Intifada (1), annoncée pour septembre, serait assimilée au printemps arabe, sauf qu'au lieu d'être dirigée contre l'actuelle direction palestinienne, elle le serait contre l'occupant israélien. L'OLP, le Baas syrien et le trône hachémite ont pourtant part partie liée, historiquement et jusqu'à aujourd'hui, pour ne pas voir que leur sort pourrait aussi être commun. La paix sur ses frontières syriennes, jordaniennes et égyptiennes est précieuse à la vie quotidienne d'Israël. Mais que la bourgeoisie sunnite prenne le pouvoir à Damas et les Palestiniens à Amman (85 % de la population jordanienne) ne saurait demeurer sans conséquences en Cisjordanie et à Jérusalem-est. Faut-il attendre ou se précipiter ?

Netanyahu dédouane Obama et Sarkozy, qui peuvent aller d'autant plus loin vers la négociation parce qu'il est là et qu'ils savent qu'il ne cédera pas sur les principes. Le partage des rôles est on ne peut plus parfait.

Yves LA MARCK

(1) Première Intifada : décembre 1987 ; seconde Intifada : septembre 2000.

BRÈVES

◆ **ESPAGNE** – Les Indignés envisagent de convoquer une manifestation devant le palais royal, place de la Zarzuela, afin de pousser le roi à créer une Commission d'éthique et de moralité de la vie publique. Il est rare que le souverain intervienne publiquement dans les domaines qui relèvent des prérogatives du gouvernement. Néanmoins, dès le début des manifestations, il a profité d'une intervention devant l'assemblée annuelle d'une association d'entrepreneurs pour souligner combien il était urgent de « donner un soutien urgent à l'emploi des jeunes ».

◆ **VIÊT-NAM** – Durement réprimées par l'armée, des manifestations de Hmongs réclamant davantage d'autonomie et de liberté religieuse – ils sont majoritairement chrétiens – ont eu lieu pendant plusieurs semaines dans les provinces frontalières avec la Chine et le Laos. Selon le ministère des Affaires étrangères vietnamien « certaines personnes font campagne pour la création d'un royaume Hmong indépendant, provoquant le désordre, l'insécurité et une situation dangereuse ».

◆ **PAYS-BAS** – En réponse à une majorité de parlementaires qui souhaitaient que la monarchie ne devienne que purement symbolique, le Premier ministre Mark Rutte, dans un mémorandum au Parlement a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention de changer ou de limiter le rôle de la reine. « La position constitutionnelle de la reine est bien ancrée dans notre système démocratique » et « elle est le symbole de notre communauté nationale et joue un rôle important dans le maintien de celle-ci » a-t-il déclaré. À l'heure actuelle, la reine Beatrix est techniquement le chef du gouvernement et joue un rôle de médiateur dans la formation des nouveaux cabinets ministériels.

◆ **BHOUTAN** – Le roi, Jigme Khesar Namgyel Wangchuck (âgé de 31 ans), dans son discours à l'ouverture de la 7^e session du Parlement a annoncé ses fiançailles avec Jetsun Pema (âgée de 21 ans) et que son mariage aurait lieu en octobre. Il a demandé au gouvernement de ne pas prévoir de festivités exceptionnelles et annoncé que son mariage aurait lieu conformément à la tradition séculaire. « Pour moi, ce qui est le plus important pour une reine c'est qu'en tout temps, à titre personnel, elle soit un bon être humain et qu'en tant que reine, elle soit inébranlable dans son engagement à servir le peuple et le pays » a-t-il dit, en ajoutant « pour ma part j'ai trouvé une telle personne ».

◆ **MONACO** – Le mariage religieux du prince Albert II (53 ans) avec Charlene Wittstock (33 ans) aura lieu le 2 juillet prochain. Le conseiller de gouvernement pour l'Intérieur, Paul Masseron, a indiqué lors d'une conférence de presse qu'« il y aura 21 ou 22 chefs d'États présents ou représentés, et 22 familles royales ou princières régnautes et 16 représentants de familles royales et princières non régnautes ».

Dangereux démons

J

ournaliste et écrivain, ancien présentateur du journal télévisé de la RTBF, ancien parlementaire européen, Luc Beyer de Ryke, francophone de Gand, a consacré plusieurs de ses ouvrages à la Belgique.

Dans un livre récemment publié, il expose les mythes fondateurs de la Belgique et montrent comment ils ont été exploités par les courants politiques belges – surtout les nationalistes flamands qui ont forgé un imaginaire historique utile à leur visée séparatiste.

■ **Royaliste : Ce nouveau livre sur la Belgique explore des mythes. Pourquoi ?**

Luc Beyer de Ryke : Ce qui est au cœur de la crise, c'est ce que chantait Gainsbourg : « *je suis venu te dire que je m'en vais* ». Le problème, c'est de savoir si la Flandre est venue nous dire qu'elle s'en va. L'essentiel, c'est en effet le problème communautaire. Mais il y a aussi toutes les alluvions du passé : elles font de la Belgique un ensemble très complexe, que les Belges connaissent fort mal. Dans mon livre, j'ai donc tenté de reprendre les faits historiques, de voir comment ils ont été rapportés et déformés, puis comment ils ont été ou sont instrumentalisés dans la politique actuelle de la Belgique.

■ **Royaliste : Vous dites que des Belges ont voulu recréer une Lotharingie...**

Luc Beyer de Ryke : Clovis ne pouvait pas être le premier roi des Belges mais on a cultivé au XX^e siècle le mythe lotharingien. Le baron Pierre

Nothomb, grand-père d'Amélie Nothomb, maurassien belge, a voulu créer une grande Belgique qui aurait coïncidé avec la Lotharingie. Il envisageait donc d'annexer le Grand-Duché de Luxembourg, une partie de l'Allemagne et le Limbourg hollandais.

Notez que la Lotharingie est à la fois un mythe et une réalité puisqu'il existe une Grande Région européenne qui comprend la Lorraine, le Grand-Duché, les cantons de l'Est dits rédimés. Ses représentants se réunissent une fois par an sous l'égide de la Communauté européenne.

■ **Royaliste : De même qu'Alésia, nous avons oublié en France la bataille de 1302. Pas les Belges !**

Luc Beyer de Ryke : En effet ! La bataille des Éperons d'or emporte tout ! C'est l'année où les *communiers* flamands battent l'armée du roi de France Philippe IV le Bel sur le champ de bataille de Groeninghe et arrachent les éperons d'or des chevaliers français morts au combat pour

en décorer la cathédrale de Courtrai. Ce n'est que très marginalement une bataille linguistique : elle s'inscrit dans la lutte des villes contre le pouvoir central incarné à l'époque par le roi de France.

Cette victoire des *communiers* a eu en 1302 un retentissement considérable dans toutes les villes de Flandre - Gand, Courtrai, Lille, Douai, Arras. Mais c'est au XIX^e siècle que le mythe de la bataille des Éperons d'or va prendre consistance. Le point de départ, c'est le livre écrit par Hendrik Conscience, fils d'un Français qui s'était établi à Anvers où il s'était marié avec une accorte anversoise. Épris de la Flandre, le jeune Hendrik a publié le récit de la bataille sous le titre *De Leeuw van Vlaanderen (Le Lion de Flandre)*. Le livre a obtenu un très vif succès et il est devenu emblématique pour le nationalisme flamand. Mais Hendrik Conscience, qui a participé à la révolution de 1830, ne voulait pas la destruction de la Belgique. D'ailleurs, Léopold I^{er} lui accordera des

subsidés, il sera décoré et on lui fera des funérailles nationales.

■ **Royaliste : Pourquoi insistez-vous sur le *flamingantisme* en soutane ?**

Luc Beyer de Ryke : Toute une lignée de prêtres, vicaires du plat pays, s'est sentie proche du petit peuple qui est flamand. Il y a Guido Gezelle, que Frédéric Mistral considère comme le félibre flamand ; ce n'est pas un militant mais il chante la bataille des Éperons d'or. Il y a Hugo Verriest et son élève Albrecht Rodenbach qui est une des figures emblématiques du nationalisme flamand dont on cite toujours deux vers qui sonnent comme un cri de ralliement : *Vliegt de Blauwvoet / Storm op zee ! : « Vole, fou de Bassan, Tempête sur la mer ! »*.

Il faut aussi évoquer Cyriel Verschaeve, ordonné prêtre en 1911 à son retour d'Iéna où il s'est convaincu que le flamand appartenait au monde germanique. Pendant la Première Guerre mondiale, Cyriel Verschaeve se montre proche des activistes flamands soutenus par l'Allemagne qui menait habilement sa *Flamenpolitik*. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il collabore de nouveau avec les Allemands, célèbre la Waffen SS Langemark comme *le sel de la Flandre* et sera condamné à mort par contumace. Plus tard, un commando fla-

mand enlèvera le cadavre de Cyriel Verschaeve du couvent du Tyrol où il était enterré afin de l'inhumer dans son village natal.

■ Royaliste : Le mythe de 1302 était-il très puissant chez les Flamands passés à la Collaboration ?

Luc Beyer de Ryke : Oui, assurément. J'ai retrouvé un livre de René Lagrou *Wy verdachten (Nous suspects)*, qui raconte comment ce nationaliste arrêté en 1940 puis interné en France et libéré par les Allemands, devint le Premier ministre d'un éphémère gouvernement flamand en exil et le fondateur de l'*Algemene-SS Vlaanderen*. Dans ce livre, il écrit à propos de 1302 que « À cette fantastique victoire flamande nous devons le maintien du caractère thiois de nos régions et l'Allemagne, peut-être l'intégrité de sa frontière du Rhin. Le 11 juillet 1302 a rendu le 20 juin 1940 possible. » - c'est le 20 juin que la France capitule.

La bataille des Éperons d'or se retrouve à toutes les étapes du mouvement flamand, d'une manière fasciste, d'une manière national-socialiste mais aussi d'une manière démocratique, parce que, aujourd'hui, la fête de la communauté flamande, c'est le 11 juillet ! J'avais déjà souligné dans un livre antérieur *Les Lys de Flandre* que Luc Van den Brande, ministre-résident du gouvernement flamand en 1999 et nationaliste résolu, préparait la séparation la Flandre pour 2002, en référence au 700^e anniversaire de la bataille. Mais la chute du gouvernement à cause du poulet à la dioxine a entraîné l'arrivée d'un nouveau Premier ministre, le libéral Guy Verhofstadt, lui aussi flamand mais qui n'a pas fait aboutir le projet de séparation.

■ Royaliste : Quels sont les autres mythes fondateurs ?

Luc Beyer de Ryke : Nombre d'allusions au passé visent à donner une structure à ce pays de l'entre-deux qu'est la Belgique : nous sommes en effet situés au point de fracture entre la romanité et la germanité. La Lotharingie, la Bourgogne

et l'orangisme visent à opérer une synthèse.

La Bourgogne est un véritable mythe fondateur : Philippe Le Bon avait réuni, à l'exception de la province de Liège, toutes les terres qui constituent la Belgique actuelle ; pour le meilleur et pour le pire, la Bourgogne a une résonance beaucoup plus forte en Belgique qu'en France. Il y a eu le désir de reconstituer la Grande Bourgogne : tel était le projet de Léon Degrelle, chef du Rex, qui a eu énormément d'adhérents avant la guerre, du moins jusqu'au jour où le cardinal Van Roey a jeté l'anathème sur le mouvement rexiste. Degrelle, chef de la Légion Wallonie, se vantait d'avoir convaincu Hitler de favoriser l'idéal bourguignon - mais aussi Roosevelt qui, selon les archives publiées après la guerre, avait inscrit ce projet dans son plan de démantèlement de la France.

Quant au mythe orangiste, il s'était constitué autour d'un homme doté d'une forte personnalité : Joris Van Severen. C'était un catholique flamand, un francophone de Waken, petit village de Flandre Orientale, qui avait épousé la cause flamande, un moine soldat très différent de Léon Degrelle mais qui militait lui aussi pour la reconstitution des 17 Provinces. Cet admirateur de Maurras avait créé un mouvement fasciste, le Verdinaso (l'*Union des national-socialistes thiois*). Mais Van Severen détestait Hitler et il commanda à ses hommes un total dévouement à la Belgique quand la guerre éclata. Je raconte dans mon livre comment il a été tué à Abbeville par des soldats français à la suite d'une bavure, d'un malentendu ou d'un complot.

■ Royaliste : Tous ces mythes sont-ils flamands ?

Luc Beyer de Ryke : Pour l'essentiel oui. Mais les Wallons cultivent le mythe du rattachisme et la bataille de Waterloo y joue un rôle essentiel. Je vous ai parlé des prêtres flamingants mais il y a aussi des prêtres rattachistes : l'abbé Mahieu par exemple, vouait un culte à la Vierge Marie, au



Sacré cœur et au coq wallon, qu'il faisait défiler ensemble ! Il a été le fondateur du Souvenir napoléonien, association qui existe toujours et qui a édifié un monument à l'Aigle blessé. Le premier rassemblement a réuni 14 personnes, mais on en a compté 10 000 avant la guerre - ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Parmi les écrivains rattachistes, il faut citer Marcel Thiry, Charles Plisnier, qui était d'extrême gauche, mais il y a eu aussi des hommes politiques libéraux comme Jean Gol qui était le chef du Parti libéral. Aujourd'hui, le courant rattachiste représente 2 % de l'électorat mais il pourrait rassembler 15 ou 20 % des électeurs si la Flandre devenait indépendante.

■ Royaliste : Vous évoquez aussi un mythe du Congo et de Léopold II...

Luc Beyer de Ryke : Le Congo a été très important et il y a toute une mythologie autour de Léopold, que nous avons considéré comme le plus grand de nos rois. Mais ce mythe est aujourd'hui très écorné car, au Congo, propriété du roi jusqu'en 1909, il y a eu des cruautés parfaitement inadmissibles, sans qu'on puisse parler de génocide. Joseph Conrad a dénoncé ces méthodes mais les Anglais qui évoquaient ces atrocités n'agissaient pas seulement par humanisme. Roi de la toute petite Belgique, troisième puissance indus-

trielle du monde - grâce à une exploitation éhontée des ouvriers - Léopold II s'était joué de ces deux grandes puissances qu'étaient l'Angleterre et la France et avait conquis le Congo avec une centaine d'hommes. J'ajoute que la politique de l'État belge n'a jamais ressemblé à celle de Léopold II.

■ Royaliste : Un mot sur le mythe du roi chevalier ?

Luc Beyer de Ryke : Je ne vais certainement pas charger le roi Albert : c'était un homme prudent, qui avait le souci de son pays. Mais ce que je dis là s'inscrit à des années-lumière du mythe du roi chevalier qui est cultivé par la droite - je pense parmi d'autres à Olivier d'Ormesson - comme par la gauche. Il est vrai que le roi Albert avait refusé de mater des grèves au Congo alors qu'il était duc de Brabant. Quant à la Belgique, il avait compris la puissance du flamingantisme et celle du socialisme - et savait qu'il fallait composer. Camille Huysmans, socialiste belge qui à sa mort ressemblait à Rascar Capac dans Tintin, l'admirait beaucoup...

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

Luc Beyer de Ryke - « *La Belgique et ses démons* », de Guibert, prix franco : 23 €. [Achat immédiat](#)

Luc Beyer de Ryke - « *Les lys de Flandre : Vie et mort des francophones de Flandre (1302-2002)* », de Guibert (épuisé)

Géopolitique du Pont

La mer Noire est au cœur d'un ensemble de relations complexes qui lient et opposent des nations, des peuples, des régions bouleversés par la disparition de l'Union soviétique : ce séisme géopolitique fait reparaître de violents conflits.

Lone d'échanges et de confrontation dans l'Antiquité, le *Pontus Euxinus* reste un espace géopolitique d'une grande importance mais trop ignoré en France. Quand ils daignent s'y intéresser, nos médias représentent les Balkans, la Russie, la Turquie et le Caucase comme des ensembles relativement clos, et jettent parfois un coup de projecteur sur une petite nation exposée à l'appétit d'un gros prédateur.

Mais on applique à la politique russe les schémas de la guerre froide, on néglige le rôle de la Turquie en Asie centrale et l'on reproduit les vues et les bévues américaines. De temps à autre, quelques intellectuels prennent parti dans un conflit - la guerre russo-géorgienne en 2008 - prononcent une excommunication majeure et sanctifient un chef de guerre avant de retourner à leurs occupations ordinaires.

Le livre d'Oleg Serebrian (1) nous permet d'échapper à ces travers. Politologue et diplomate moldave, ce spécialiste de géopolitique ouvre magistralement la perspective sur l'espace pontique et fait saisir avec pédagogie son inépuisable complexité. Il est vrai que le *Pontus Euxinus* avait été apparemment effacé par les oppositions simples de la guerre froide. La Russie, les

Balkans et le Caucase étaient à l'Est, la Turquie à l'Ouest, et voilà tout. Mais après l'effondrement de l'Union soviétique, on s'est très vite aperçu que le totalitarisme puis les dictatures communistes plus ou moins violentes n'avaient rien simplifié : la Turquie et la Russie ont repris leur jeu, l'Ukraine y est entrée, des peuples se sont réveillés, des haines ont flambé, le découpage soviétique des frontières a compliqué la donne. Il y a eu la Tchétchénie, la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, les guerres entre Slaves du sud...

Les choses auraient pu être pires : la Bulgarie n'a pas cherché à se rallier la Macédoine, il n'y a pas eu d'insurrection au Tatarstan, le conflit osséto-ingouche de 1992-1993 a été violent mais bref. Mais on aurait tort de croire que la situation est en voie de stabilisation dans l'espace pontique. De temps à autre, une brève dépêche indique au public français que la situation reste tendue en Bosnie-Herzégovine, que la question du Haut-Karabagh (et du Nakhitchévan) n'est pas du tout réglée, que le pouvoir politique en Géorgie est fragile... Oleg Serebrian évoque précisément ces questions mais il analyse aussi tous les conflits territoriaux, ethniques, religieux qui risquent d'exploser, soit sous la forme

d'une confrontation diplomatique, soit sous la forme d'un conflit armé.

Observons l'Ukraine. Une partie de la population est russe et l'ukrainien est considéré par les linguistes comme un groupe de dialectes de la langue russe. Le territoire administré par Kiev comprend deux pièces rapportées : le sud de la Bessarabie et surtout la Crimée où vivent des Russes (57,5 %), des Ukrainiens (27 %), des Tatars turcophones (12,5 %), des Karaïms (Juifs de langue turque), des Arméniens, des Grecs et des Tziganes. Comme le dit Oleg Serebrian, « *l'État ukrainien est une réalité, tandis que la nation ukrainienne n'est qu'une aspiration...* ».

Découvrons le Daghestan. Cette République qui fait partie de la Fédération de Russie est située à l'est de la Tchétchénie ; bordée par l'Azerbaïdjan et par la Géorgie, elle est peuplée de Lezguiens, d'Avars, de Darghiens, de Laks, de Koumyks, de Russes, d'Azéris, de Tchétchènes et de Nogaïs. Or les Lezguiens (300 000 au Daghestan) ont réclamé en 1991 la création d'une République autonome, dans l'intention d'y rallier leurs 180 000 frères qui sont citoyens de l'Azerbaïdjan. La question lezguienne reste aujourd'hui posée : elle peut éclater et provoquer des réac-

tions en chaîne dans un Caucase menacé par bien d'autres affrontements sanglants - entre Karatchaïs et Tcherkesses par exemple.

Oleg Serebrian expose les origines historiques des conflits et des solidarités transnationales, tient compte des facteurs religieux sans les privilégier nécessairement et montre le jeu des grandes puissances - les Russes, les Turcs, les Américains - sans oublier les relations entre l'espace pontique, l'Iran (qui compte environ 20 millions d'Azéris) et l'Asie centrale où les langues sont majoritairement turciques. Il faut prendre très au sérieux son avertissement : « *Si le processus d'euro-péanisation de la Turquie échoue, si les Européens ne comprennent pas qu'ils doivent trouver et imposer un scénario de pacification des Balkans et du Caucase, si la Russie ne devient pas un membre de la famille des démocraties occidentales mais demeure un grand pays frustré animé d'intentions revanchardes, alors la région de la mer Noire sera le centre d'une secousse géopolitique de grande ampleur.* »

Hélas, les médias français restent sous l'influence des revanchards bushistes et post-bushistes. Hélas, l'Union européenne va très mal, elle est à la remorque des États-Unis qui sont maladroits ou catastrophiques dans la défense de leurs seuls intérêts et, en dépit des communiqués de lady Asthon, elle n'aura pas de politique étrangère commune. L'Europe est à refonder comme espace continental et sous la forme confédérale. Pour donner l'impulsion englobante et pacifiante, il faudrait que la politique de la France soit conduite par un lecteur de Jacques Bainville et du général de Gaulle.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Oleg Serebrian - « *Autour de la mer Noire, géopolitique de l'espace pontique* », Éd. Artège, 2010, préface de François Frison-Roche, prix franco : 19 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Démocratie participative écologique ?

Que le défi écologique constitue désormais un objectif politique pour les États et la communauté internationale n'est pas discutable. On peut même aller plus loin. Comme Dominique Bourg et Kerry Whiteside, en affirmant qu'il s'agit du « *déterminant fondamental du cours prochain de l'aventure humaine* ». Dès lors, la question de l'adéquation de nos institutions politiques à la stratégie qui s'impose pour parer à la menace et inventer un modèle alternatif de développement économique se pose directement. Dans un ouvrage-manifeste en faveur d'une *démocratie écologique*, les deux auteurs cités ne craignent pas de mettre les pieds dans le plat, en dénonçant l'inéquation de la démocratie représentative classique à intégrer les paramètres nécessaires et à adopter les décisions courageuses. Et cela, en raison d'une sorte de défaut ontologique et structurel. Benjamin Constant avait associé les institutions libérales à l'individualisme moderne, de telle façon que soit assurée la satisfaction de chacun à jouir de toutes les commodités, notamment par le développement du commerce. Au vingtième siècle, la logique n'a cessé de se confirmer entre un développement économique maximal et le bien être de tous.

N'est-ce pas l'ensemble du système qui se trouve en procès, dès lors qu'il est incapable de s'opposer à l'individualisme consumériste et de considérer que désormais la nécessité de la *finitude* s'impose à l'encontre du primat de la *plénitude*. Dominique Bourg et Kerry Whiteside préconisent en conséquence un aménagement profond de la démocratie parlementaire. Refusant d'embler les solutions autoritaires envisagées par certains, ils préconisent d'autres instances délibératives et participatives susceptibles de corriger les défauts réhibitoires de notre système. Ils rejoignent ainsi les intentions et les intuitions des promoteurs de la démocratie participative comme Pierre Rosanvallon, qui veulent rendre les citoyens plus conscients des enjeux au-delà de leurs intérêts personnels. Cela peut passer par des *forums hybrides* rassemblant diverses compétences, notamment scientifiques faisant valoir des « *arguments quant à l'état du monde et quant à ses futurs possibles* ». Mais nos deux militants écologiques vont encore plus loin en voulant modifier structurellement le dispositif constitutionnel. Ainsi une *Académie du futur* éclairerait spécifiquement les pouvoirs publics sur les équilibres de la biosphère et la gestion des ressources fossiles, minérales et biotiques. Surtout pourrait être créée une nouvelle chambre haute, un Sénat en charge des enjeux à long terme : « *Ses membres seraient choisis au hasard au moins pour les deux tiers sur une liste de personnalités qualifiées, liste proposée par les grandes organisations non gouvernementales environnementales.* » Aucune décision de sa part ne serait prise sans l'aval

d'instances de conférences de citoyens. Ainsi s'esquisse un schéma institutionnel susceptible de concilier la démocratie classique, l'intervention éclairée des experts et une citoyenneté nouvelle à l'intérieur du corps social.

La revue *Le Débat* dans sa livraison de mars-avril, prend très au sérieux la thématique de la démocratie écologique puisqu'elle donne largement la parole à ses deux concepteurs, mais non sans ouvrir une discussion serrée, grâce à la réplique de Marcel Gauchet et de Jean-Pierre Le Goff. Le premier critique d'abord les faiblesses du parti écologique, souvent incapable d'assumer une véritable crédibilité et dans la même ligne explique la difficulté pratique de parvenir à des solutions acceptables. L'échec de Copenhague, le faux succès du Grenelle de l'environnement ainsi que la vague récente de *climato-scepticisme* sont significatifs de l'impossibilité présente de traduire en objectifs opérationnels des requêtes pourtant légitimes. Jean-Pierre Le Goff contribue lui aussi à désenchanter un certain illusionnisme écologique, en montrant comment il faut faire la part des choses « *entre la mise en scène communicationnelle et la réalité des pratiques, le nombre exact des citoyens intéressés et impliqués* » ; l'activisme médiatique des ONG ne pouvant donner le change sur les faiblesses du militantisme réel.

par Gérard Leclerc



Gauchet et Le Goff sont aussi d'accord pour avertir des « *effets de confusion, de conflit et de blocage auxquels pourrait conduire l'introduction de ces pratiques et de ces institutions méta-représentatives au sein même de la démocratie moderne.* » Il ne faut pas se tromper sur les limites du pouvoir spirituel de nature scientifique appelé de ses vœux par Auguste Comte, parce tout simplement, affirme Marcel Gauchet « *les sciences sont constitutivement inaptes* » à la formation d'une autorité de ce type. D'autre part, la méfiance certaine à l'égard des institutions représentatives est dangereuse, dans la mesure où il s'agit d'un système de régulation politique dont l'amendement compromettrait le fonctionnement et qui est aujourd'hui irremplaçable. Il est strictement impossible de refuser « *le jeu contraignant de la politique, que les partis ont au moins le mérite d'assumer, le jeu de la persuasion du côté des citoyens, le jeu du compromis décisionnel du côté du gouvernement.* »

Même renouvelée par la revendication écologique, cette mise en question du régime représentatif n'est nullement inédite. De diverses façons, la substitution d'une représentation des intérêts réels à une représentation stigmatisée comme idéologique a été proposée, notamment sous la forme de chambres corporatives. L'échec récurrent de ces tentatives a pour raison principale la non-distinction entre les intérêts fussent-ils légitimes et la fonction des politiques gestionnaire de l'intérêt supérieur. Pierre Manent a justement insisté sur le fait que notre régime parlementaire n'a pas été trouvé au hasard sous le sabot d'un cheval. Il correspond à une forme très élaborée de l'exercice du pouvoir. Un pouvoir qui met en tension la nécessaire autorité (très forte, quoi qu'on en dise, en démocratie) et le contrôle délibératif d'autant plus impérieux que l'État moderne exerce son emprise comme jamais dans l'histoire.

Le Débat « *Autour de Vers une démocratie écologique* », n° 164, mars-avril 2011, prix franco : 19.50 €. [Achat immédiat](#)

Dominique Bourg & Kerry Whiteside - « *Vers une démocratie écologique* », Seuil, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

Dans la guerre de Sécession

« Nous aurons portés dans la victoire un uniforme républicain, ce qui n'est pas un tort aux yeux de la partie de la France sur laquelle nous comptons » : telle est la belle sentence du comte de Paris, engagé avec son frère auprès des troupes nordistes.

Lorsqu'il arrive avec son frère, le duc de Chartres, pour s'engager dans la guerre de Sécession qui vient de commencer, le comte de Paris, petit-fils et héritier de Louis-Philippe, âgé de vingt-trois ans, ne vit en exil que depuis à peine une quinzaine d'années. Alors que Napoléon III n'en est encore qu'à la première décennie de son règne, tous les espoirs semblent permis aux yeux des orléanistes. Et c'est bien pour qu'ils puissent goûter au baptême du feu que le prince de Joinville, ami et proche conseiller du général McClellan, convainc ses contacts aux États-Unis - qui constituent de surcroît un laboratoire institutionnel fascinant - d'accepter d'enrôler les deux jeunes princes.

Victoria de Grande-Bretagne, qui règne déjà et sur un trône tranquille, ne peut s'empêcher d'exprimer toutes les réserves qui sont les siennes, au sujet de l'engagement hasardeux de deux de ses protégés. C'est ce qu'elle fait dans une lettre adressée à Léopold I^{er} de Belgique, marié à une Orléans : « *I was sure you would [...] highly disapprove of Paris and Robert's proceedings. Those French notions of a baptême du feu are really too absurd...* ». No comment !

Mais les trois princes d'Orléans sont passionnés par les questions américaines et s'en montreront tellement fiers que tous trois publieront des écrits

sur leur engagement. C'est l'un d'eux que l'historien Farid Ameur vient d'exhumer des fonds de la Maison de France, aux Archives nationales, pour nous le présenter dans une édition commentée. (1)

Quand ils arrivent aux États-Unis, les princes d'Orléans se rendent compte que la tradition militaire du pays est encore extraordinairement ténue. L'engagement de ces deux jeunes officiers formés en Europe est du meilleur secours pour le camp du président Lincoln. La jeune république fédérale, jalouse des libertés locales, s'était jusque là gardée de trop renforcer le pouvoir de l'État central, et c'est avec ironie que le comte de Paris voit le phénomène s'amplifier.

Mais le Nord, déjà, est avantagé. Farid Ameur nous rappelle qu'avec vingt-deux millions d'habitants et presque quatre-vingt pour cent du potentiel industriel et l'essentiel d'un réseau ferré en pleine expansion, les troupes nordistes sont presque sûres de l'emporter. Le Sud, avec ses neuf millions d'habitants, dont le tiers est composé d'une population noire dont l'enjeu du terrible conflit est justement l'émancipation, ne peut tenir. (2) Pourtant, contre toutes les attentes, la guerre sera longue, et les princes d'Orléans, d'ailleurs, la quitteront avant la fin. Ce qui explique pourquoi, peut-être, aujourd'hui encore, leur engagement nous soit si peu connu.

La question de la Sécession permet aussi au comte de Paris de réfléchir aux déchirements de la Révolution française auxquels il s'agit toujours de mettre un terme, au XIX^e siècle. Il note : « *La sécession est certainement, de toutes les révolutions, la plus subversive, puisqu'elle érige en principe le droit d'un des contractants à rompre à son gré le pacte social.* » (3) Notre vieux continent eut, après le prince, encore souvent à souffrir des conséquences de ce constat.

La France et l'Angleterre observent une stricte neutralité. Bientôt, Napoléon III s'engage inconsidérément dans le chimérique rêve d'un empire mexicain dirigé par un Habsbourg, au nom d'une solidarité latine non exempte d'arrière-pensées géopolitiques. À cet égard, les idées du comte de Paris, semblent plus rationnelles. Le Prince puise dans ses références classiques : « *Je retrouve, parmi des notes prises à Athènes l'année dernière, quand je lisais l'Histoire de la guerre du Péloponnèse, des citations qui s'appliquent parfaitement à la crise actuelle des États-Unis. En Grèce comme ici, une même nation est partagée en un grand nombre de petits États qui, unis sous l'influence de Sparte l'oligarchique, se sont séparés lorsque l'autorité est passée entre les mains de la ville commerçante et démocratique d'Athènes.* »

Certes, plus aucun historien ne ferait aujourd'hui cette lec-

ture de l'antiquité grecque. Mais les préoccupations des princes d'Orléans sont celles d'authentiques hommes de leurs temps.

On a beaucoup décrié, par la suite, l'attitude du comte de Paris, qui eût plus de mal à imposer une ligne politique, à la fin de sa vie. Un presque contemporain des événements, un Américain relativement neutre qui vient de faire sa connaissance, dresse, en 1865, un portrait du prince qui laisse à penser que, en position de gouverner, Philippe d'Orléans aurait pu être l'homme de bien des situations : « *Le comte est un jeune homme très robuste, et je suis persuadé qu'il doit fort être apprécié de ses camarades. Ses remarques étaient justes, sensées et n'étaient affectées par aucune forme d'arrogance. Quelle que soit sa destinée, je suis certain qu'il se montrera à la hauteur. Pour l'heure, il semblait être dans son élément chez les républicains du Nouveau Monde.* » (4)

D'autres témoignages vantent le courage physique du prince et de son frère, les deux princes exerçant les fonctions d'officiers de liaison dans l'armée du général McClellan. Au moins avaient-ils réussi à éviter le pire. C'est ce qu'affirme, en tous cas le comte de Ségur au comte de Paris, dans une lettre du 6 avril 1862 où il le félicite de ne pas avoir cherché à « *engraisser dans l'oisiveté comme le comte de Chambord* ». Avant d'ajouter : « *Quoi qu'il arrive, quand vous reviendrez, votre réputation aura grandi et vous aurez de quoi vous consoler de n'avoir pu prendre part à une bataille...* »

Christophe BARRET

📖 (1) Philippe d'Orléans, comte de Paris - « *Voyage en Amérique (1861-1862) - Un prince français dans la guerre de Sécession* », présenté par Farid Ameur, Éd. Perrin et Fondation Saint-Louis, 2011, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Farid Ameur - « *La guerre de Sécession* », Que sais-je ? P.U.F., 2004, prix franco : 10,50 €. [Achat immédiat](#)

(3) Op cit. p. 139.

(4) Op cit. p. 365.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 8 juin** - Journaliste politique, **Éric DUPIN** est l'auteur de plusieurs essais, dont deux qu'il nous avait présentés. Dans le livre qu'il vient de publier, il raconte ses « **Voyages en France** ». Alors que de nombreux journalistes parlent du *réel*, du *terrain* et des *gens* sans quitter leur bureau, Éric Dupin a parcouru la France en voiture, en vélo et à pied, sans s'attarder dans les grandes villes, sans rechercher le pittoresque. Il a visité des départements oubliés, des petites villes ignorées, des zones rurales et des périphéries urbaines, écouté les conversations dans les cafés et les restaurants, rencontré des personnes de tous âges et de toutes conditions. Beaucoup lui ont confié leur « *fatigue de la modernité* » et une souffrance sociale qu'ils attribuent lucidement à la mondialisation. De ce portrait contrasté de la France et de ses habitants, peut-on tirer les enseignements généraux permettant d'éclairer le proche avenir ?

● **Mercredi 15 juin** - Agrégé et docteur en histoire, **Julien BLANC** est spécialiste de la Résistance et a participé au

Dictionnaire historique de la Résistance dont nous avons salué la publication. Pour son premier livre, notre invité a choisi d'étudier « **Les commencements de la Résistance** » qui sont obscurcis par le cliché d'une France composée d'un peuple de lâches et d'une infime minorité de héros. Un travail méthodique permet de détruire toutes les légendes, y compris celles qui ont cours dans les milieux de la Résistance. Ainsi, le célèbre réseau du Musée de l'Homme ne fut pas seulement une organisation antifasciste mais l'expression beaucoup plus complexe d'un sursaut patriotique qui a mobilisé dès la défaite d'innombrables Français.

Julien Blanc, qui s'est entretenu longuement avec Germaine Tillon et qui a travaillé sur des archives négligées, nous permettra de mieux comprendre comment, dans les tragédies collectives, les repères se brouillent et les camps se recomposent selon des enjeux essentiels.

● **Mercredi 22 juin** - Historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, **Patrice GUENIFFEY** est l'auteur d'ouvrages (sur la politique de la Terreur, sur le 18 Brumaire) que nous avons accueillis avec un très vif intérêt. Un ouvrage récent rassemble ses principales études sur la Révolution et l'Empire (les républicains avant la République, Thermidor), sur de grandes figures (Robespierre, mais aussi Chaptal, moins connu) et sur des historiens tels que José Cabanis et Jacques Bainville.

Une vision d'ensemble se dégage, qui s'ordonne autour de la relation entre « **Histoire et démocratie** ». Il ne s'agit pas de reprendre l'histoire de la démocratie, mais de poser une

Souscription

Nouvelle inquiétude : il ne nous reste plus qu'un mois pour atteindre l'objectif des 12 000 euros fixé pour notre souscription annuelle et nous avons à peine dépassé la moitié de cette somme... Partie sur les chapeaux de roue notre souscription serait-elle en train de s'essouffler ? Je ne peux le croire, d'autant que les 12 000 euros en question ne représentent que la **somme plancher** qui nous est nécessaire pour équilibrer notre budget et ne tiennent pas compte des frais importants que nous aurons à supporter si nous devons déménager de nos locaux.

En ce qui concerne ces derniers la situation est stationnaire. Nous espérons toujours trouver une solution de compromis avec la Mairie de Paris bien que nous n'ayons eu pour l'instant aucune réponse à ce sujet. La procédure d'expulsion suit son cours et un expert a été nommé.

Quoi qu'il en soit, le plus urgent est notre souscription actuelle. Nous comptons sur votre soutien...

Yvan AUMONT

4^e liste de souscripteurs

Jean-Claude Adrian 40 € - Claude-Eugène Anglade 53 € - Bernard Barbiche 30 € - Françoise Baudin 100 € - Gérard Bellebeau 30 € - Marcel Conche 50 € - Bernard Cubertafond 30 € - Christian Darlot 53 € - Marc Desaubliaux 15 € - Hervé Duval 50 € - Philippe Fermon 200 € - Etienne Harel 25 € - Marc Leroy 50 € - Christian Merveilleux 50 € - Ugo Puliese 100 € - Robert Paris 30 € - Philippe Parisy 13 € - Christian Ponset 50 € - Jacques Solé 50 € - Philippe Tesson 100 € - Marcel Veyrenc 100 €.

Total de cette liste : 1219,00 €

Total précédent : 5494,96 €

Total général : 6713,96 €

Faire un don

question redoutable : qu'en est-il de l'histoire dans des sociétés qui ne croient plus à l'avenir et qui se détournent du passé ? Et si la mythologie révolutionnaire est morte, qu'advient-il de la démocratie aujourd'hui menacée d'étouffement ?

● **Mercredi 29 juin** - Auteur d'une douzaine d'ouvrages, **Gérard LECLERC** publie aujourd'hui un *Abécédaire du temps présent* dans lequel il évoque au fil de chroniques courtes et denses les grandes questions politiques, religieuses, sociales et sociétales qui préoccupent les citoyens tout au long de l'année.

C'est à partir de cette analyse de la modernité ambiante qu'il

nous exposera « **Les grandes orientations du débat intellectuel** » en ce début de siècle. Ce sera l'occasion de relier certains thèmes fondamentaux débattus lors de nos réunions et de préparer le cycle de la rentrée pour toujours mieux répondre aux interrogations des auditeurs des Mercredis.

Ceci en une période cruciale où, sous couvert de « pragmatisme », les conflits politico-culturels et les batailles idéologiques font rage.

Il importe d'en discerner la signification profonde, afin de savoir où porter notre effort critique et comment prolonger nos réflexions constructives.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Indignation, révolte, révolution

Nous faisons écho au Manifeste des Indignés espagnols (1) et aux manifestations de leurs camarades grecs afin que nous prenions le plus vite possible les places et les rues de France. Nous ne confondons pas pour autant nos désirs et les réalités. Il y a dans notre pays des obstacles spécifiques qui tiennent à la campagne présidentielle et l'agitation entretenue autour du Front national.

Les sarkozystes vont déployer tout l'arsenal de leur propagande et multiplieront leurs opérations de diversion en taisant les mesures d'extrême rigueur financière qu'ils prendront si la droite gagne les élections présidentielle et législatives. Les socialistes discrédités par l'affaire Strauss-Kahn (2) vont donner aux médias le spectacle de leurs divisions et balbutier leur misérable programme sans oser se dire et nous dire qu'en cas de victoire ils appelleront les Français à se sacrifier pour rétablir la situation financière et sauver la « construction européenne ». Autrement dit, l'aile droite et l'aile gauche de l'oligarchie française adhèrent à la même idéologie financière, économique et monétaire et soutiennent le FMI, la Commission européenne et de la BCE qui tentent de sauver les banques en martyrisant les peuples et en liquidant le patrimoine des nations.

Partout en Europe, les peuples soumis au carcan de l'euro et à la violence financière ont compris que le capitalisme financier devait être détruit et les oligarques chassés du pouvoir. Depuis un an, les médias décrivent des Grecs assommés, des Espagnols et des Portugais résignés – en

oubliant le soulèvement islandais. Nous avons fait écho au développement d'une nouvelle contestation en Grèce à l'automne dernier et David Navarro a récemment évoqué l'écho croissant rencontré par les économistes hétérodoxes en Espagne. La France n'est pas en retard : des millions de citoyens sont descendus dans la rue l'an dernier, l'appel de Stéphane Hessel a eu d'innombrables lecteurs et c'est à Paris que s'éla-



bore le programme de la révolution économique et sociale.

En ce début juin, la logique de l'affrontement est désormais évidente :

- la lutte oppose les classes moyennes et populaires à l'oligarchie, toutes tendances confondues, et leurs fractions social-démocrates sont totalement disqualifiées en Grèce, au Portugal et en Espagne ;

- cette lutte de classes marginalise le nationalisme xénophobe et pourrait, en France, mettre le Front national en porte-à-faux ;

- la mollesse des syndicats provoque l'apparition de mouvements spontanés de révolte qui s'inscrivent avec leurs succès et leurs insuccès dans une dynamique révolutionnaire ;

- la crise terminale de la zone euro va durcir le conflit entre des gouvernements aux abois et des peuples soumis à d'intolérables contraintes.

La victoire n'est cependant pas pour demain. Le mouvement de révolte doit inventer les organisations politiques représentatives que l'extrême gauche trotskyste ou libertaire, qui s'est figée voici bientôt cent ans, ne peut lui donner. Il lui faut aussi se fixer des objectifs politiques à court terme, qui permettront la *révolution éthique* espérée par les *Indignados*. Nous présentons quant à nous la sortie de l'euro comme la condition nécessaire, mais insuffisante, d'une politique de plein développement économique et social. Celle-ci implique des nationalisations, une protection de l'économie nationale et des hausses massives de salaires – donc un engagement de l'État qui serait compromis par le retour au régime d'Assemblée.

En France, la tradition gaullo-romaine qui a porté haut et loin les idéaux de la Résistance peut être reprise et prolongée : elle donne au mouvement social sa profondeur historique, elle fait le lien entre les générations, elle offre un nouveau projet au peuple français et pour la France dans le monde. Il n'est pas question de répéter les révolutions réussies de 1944 et de 1958, mais de rester fidèle à la lettre du Préambule de 1946, de revenir aux principes de la Constitution de 1958 et de retrouver la volonté de renouvellement de la politique française. Ce n'est pas facile, mais nous avançons.

Bertrand RENOUVIN

☞ (1) cf. la traduction de David Navarro sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3124>

☞ (2) cf. la chronique publiée le 22 mars sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3113>